

## *Allocution de M. Cyrus Vance, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis*

Au nom du Président Carter, et en ma qualité de vice-président honoraire du Comité Olympique des Etats-Unis, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à votre éminent comité aux Etats-Unis et à Lake Placid et d'accueillir les athlètes venus du monde entier prendre part aux Jeux d'hiver de 1980.

Au moment où nous nous réunissons, une grave menace pèse sur la paix du monde et pose un problème fondamental pour le Mouvement olympique.

Dès leurs débuts, dans la Grèce antique, les Jeux Olympiques ont été le symbole de quelques-uns des principes les plus nobles de l'humanité, dont la paix qui vient au premier rang.

L'ouverture des Jeux modernes reflète ce principe avec le lâcher des colombes qui symbolisent la paix.

Les Jeux de l'Antiquité se tenaient dans la Cité-Etat d'Elis. Ils marquaient une « trêve des dieux ». Pendant cette trêve, la guerre ouverte était interdite, que ce fût contre la cité d'accueil ou de son fait.

Pour mon gouvernement, ce serait violer ce principe olympique fondamental que de prendre part ou d'assister à des Jeux Olympiques dans un pays qui mène actuellement une guerre d'agression et qui a refusé de mettre fin à son agression et de retirer ses forces, comme le lui demandait formellement la communauté mondiale.

Précisons bien la nature du problème fondamental qui nous confronte.

Il ne s'agit pas de savoir si une équipe nationale devrait être éliminée de la compétition pour des raisons politiques. Toutes les équipes invitées par le Comité à ces Jeux d'hiver reçoivent notre bienvenue.

La question que nous confrontons actuellement est entièrement différente.

Il s'agit de savoir si les Jeux devraient avoir lieu dans un pays qui porte lui-même sérieusement atteinte à la paix internationale. Le faire, nous en sommes convaincus, serait totalement incompatible avec l'esprit des Olympiades.

Il est impossible de séparer cette décision de ses conséquences politiques. Tenir les Olympiades dans toute nation qui fait la guerre à une autre revient à conférer aux actes de cette nation la sanction olympique.

Déjà, nous voyons le pays choisi pour accueillir les Jeux d'été, présenter ce choix comme une reconnaissance de « la justesse de sa politique étrangère » et des « services énormes qu'il rend dans la lutte pour la paix ».

Force nous est de reconnaître que les luttes des nations et des peuples pour leur indépendance — pour la préservation de la paix aujourd'hui comme demain — seront contrariées et amoindries si les Olympiades se tiennent dans un pays dont l'agression soutenue a été condamnée par une majorité écrasante de l'Assemblée générale de l'ONU.

Ce n'est pas sur les athlètes que devrait retomber la responsabilité de cette question, car ce serait les obliger à porter un fardeau qui revient normalement aux dirigeants du Mouvement olympique. Nul parmi nous ne veut que nos athlètes soient lésés. Mais nous ne devrions pas non plus les laisser exploiter.

Nous devrions nous préoccuper des conséquences de cette décision pour le Mouvement olympique outre ses effets sur les efforts déployés pour la paix internationale.

Les Etats-Unis attachent un grand prix aux Jeux Olympiques et aux principes

sur lesquels ils reposent. Nous sommes extrêmement fiers de nos propres athlètes et de ceux des autres nations dont l'entraînement a été long et dur. Nous ne voulons pas qu'il soit porté tort au Mouvement olympique.

Mais, si les principes fondamentaux des Jeux Olympiques sont bafoués, l'avenir des Jeux eux-mêmes en sera compromis.

De par le monde, gouvernements et peuples s'opposent de plus en plus à l'idée de tenir les Jeux comme prévu, comme s'il ne s'était rien passé, car, le faire serait saper l'intérêt et l'appui largement répandus dont dépendent ces Jeux Olympiques et ceux de l'avenir.

Il serait préférable de transférer les Jeux de Moscou à un ou plusieurs autres sites. Il y a sans aucun doute des difficultés pratiques, mais elles pourraient être surmontées. Il existe aussi un précédent pour l'annulation des Jeux. Il serait également possible, par un simple changement des règles, de repousser les Jeux d'un an ou plus.

Je tiens à préciser la position de mon gouvernement: Nous nous opposerons à la participation d'une équipe américaine à tous Jeux Olympiques se tenant dans la capitale d'un pays envahisseur.

Notre position est ferme. Elle reflète les convictions profondes du Congrès des Etats-Unis et du peuple américain.

Pour éviter que de tels problèmes ne se représentent à l'avenir, nous soutenons la création de sièges permanents pour les Jeux Olympiques d'été et d'hiver.

Je sais que votre éminent Comité examinera soigneusement les questions dont il est saisi. En défendant les principes des Jeux Olympiques au moment où ils sont mis au défi, nous en préserverons l'esprit pendant des années.

C.V.

